

**BUREAU VERITAS CONSTRUCTION AURAY**  
2, rue de Suède  
56404 AURAY

Tél : +33787330263  
Mél : damien.dorange@bureauveritas.com

N° affaire : 17773069\_1-8TPT6FV

**Mission** : Coordination Sécurité et Protection de la Santé

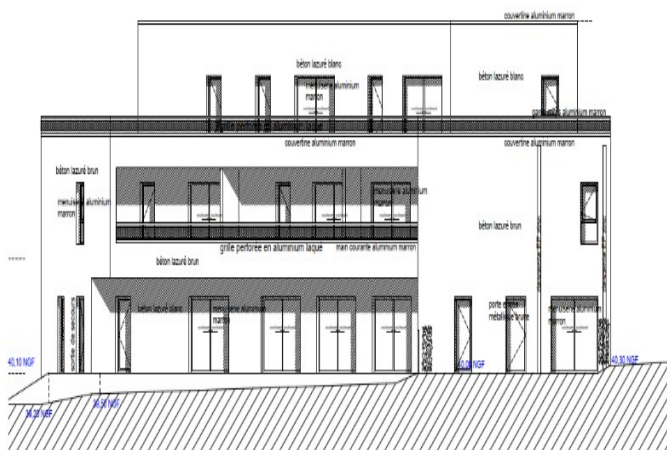
**Opération :**  
**Opération : BSH - CAUDAN : Résidence LE BELVEDERE**  
**ILOT 1**  
Quartier du Belvédère  
56850 CAUDAN


**Destinataire :**  
MORBIHAN HABITAT  
Jean-Christophe AZOULAY  
6, avenue Edgar Degas  
56008 VANNES CEDEX

## Plan Général de Coordination

# P.G.C.

**Opération de catégorie : 2**



Date d'établissement ou de modification	Rév.	Objet de la mise à jour	Rédacteur
20/05/2025	Rev0	Elaboration du PGC et annexes	Damien DORANGE 

## SOMMAIRE

<b>0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION .....</b>	<b>4</b>
<b>1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION .....</b>	<b>7</b>
<b>1.1. Présentation du projet .....</b>	<b>7</b>
1.1.1. Objet de l'opération .....	7
1.1.2. Mode de consultation des entreprises .....	7
1.1.3. Délai prévisionnel de chantier .....	7
1.1.4. Démarche environnementale .....	7
1.1.5. Prévision du nombre de lots .....	7
1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier .....	8
<b>1.2. Présentation des intervenants .....</b>	<b>8</b>
<b>2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS .....</b>	<b>9</b>
<b>2.1. Principe des séquences d'interventions .....</b>	<b>9</b>
<b>2.2. Inspections Communes .....</b>	<b>9</b>
<b>2.3. PPSPS .....</b>	<b>9</b>
2.3.1. Pénalités .....	10
<b>2.4. Sous-traitance .....</b>	<b>10</b>
2.4.1. Déclaration des sous-traitants .....	10
2.4.2. Transmission du PGC .....	10
2.4.3. Obligation du sous-traitant .....	11
<b>2.5. Intérimaires .....</b>	<b>11</b>
<b>2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur » .....</b>	<b>11</b>
<b>2.7. Travailleurs indépendants art L4535-1 .....</b>	<b>11</b>
<b>2.8. Protections individuelles .....</b>	<b>11</b>
<b>2.9. Modalité d'accueil des salariés .....</b>	<b>11</b>
<b>2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers .....</b>	<b>12</b>
<b>3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE .....</b>	<b>13</b>
<b>3.1. Accès au site et réseaux provisoires .....</b>	<b>13</b>
<b>3.2. Emprise de chantier .....</b>	<b>14</b>
3.2.1. Clôture et portail .....	14
3.2.2. Accès .....	14
3.2.3. Circulations .....	16
3.2.4. Signalisation .....	18
3.2.5. Stationnements .....	18
3.2.6. Stockage .....	18
3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie) .....	19
3.2.8. Cantonnements et entretien .....	20
<b>3.3. Nettoyages (hors cantonnement) .....</b>	<b>21</b>
3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier .....	22
3.3.2. Plan d'installation de chantier .....	22
<b>3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier .....</b>	<b>23</b>
<b>4. MESURES DE COORDINATION SPS .....</b>	<b>25</b>
<b>4.1. Définition des séquences d'interventions .....</b>	<b>25</b>
<b>4.2. Analyse de risques .....</b>	<b>27</b>
<b>4.3. Co-activités et protections collectives .....</b>	<b>29</b>
4.3.1. Organisation de la sécurité collective .....	29
4.3.2. Déplacement de protection collective .....	30
4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise .....	30
4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles .....	31
<b>4.4. Equipement de levage .....</b>	<b>31</b>
4.4.1. Autorisation de survol .....	31
4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention .....	31
<b>4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site .....</b>	<b>31</b>

4.5.1. Approvisionnements et stockage .....	31
4.5.2. Travaux superposés .....	31
4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux .....	32
4.5.4. Protection contre le bruit .....	32
4.5.5. Protection contre l'incendie .....	32
4.5.6. Travaux en hauteur .....	32
4.5.7. Echafaudage, tour escalier .....	33
4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins .....	33
<b>4.6. Moyens communs .....</b>	<b>33</b>
4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur .....	33
4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier .....	33
4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels .....	33
4.6.4. Protection des accès – Auvents .....	34
<b>4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets .....</b>	<b>34</b>
<b>5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER .....</b>	<b>35</b>
<b>5.1. Stockages sur le chantier .....</b>	<b>35</b>
<b>5.2. Nettoyage .....</b>	<b>35</b>
<b>5.3. Enlèvement des déchets .....</b>	<b>35</b>
5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires .....	35
5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés .....	36
5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise .....	36
<b>6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION .....</b>	<b>37</b>
<b>6.1. Déclarations particulières .....</b>	<b>37</b>
<b>6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération .....</b>	<b>37</b>
<b>6.3. Risques par rapport à un chantier voisin .....</b>	<b>38</b>
<b>6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure .....</b>	<b>38</b>
<b>6.5. Prévention incendie et explosion, Permis de feu .....</b>	<b>38</b>
<b>6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages .....</b>	<b>39</b>
<b>6.7. Cas particulier .....</b>	<b>39</b>
<b>7. ORGANISATION DES SECOURS .....</b>	<b>40</b>
<b>7.1. Téléphone de secours .....</b>	<b>40</b>
<b>7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.) .....</b>	<b>40</b>
<b>7.3. Travail isolé .....</b>	<b>40</b>
<b>7.4. Procédure d'organisation des secours .....</b>	<b>40</b>
<b>7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident .....</b>	<b>41</b>
<b>7.6. Point de rencontre secours .....</b>	<b>41</b>
<b>7.7. Modèle de fiche de secours .....</b>	<b>42</b>
<b>ANNEXES AU P.G.C. ....</b>	<b>43</b>

## 0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

**Les articles L 4121-2 & 3 et 4531-1, imposent au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.**

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des autres dispositions du Code du Travail à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Conception**

Ce PGC a été réalisé sur la base :

- Du CCTP général pour tous les lots rédigé par le cabinet racine carrée en date du 19/12/2024
  - Des Plans DCE du cabinet Architectes Olivier POUVREAU en date du 03/04/2025
  - De l'étude de sol du cabinet ECR environnement - dossier 5613523 de Mars 2025
  - D'un planning par lots non daté réparti sur 16 mois et sans coactivité jusqu'en fin de menuiseries extérieures à S+8
- Après démolition de bâtiments existants et sans diagnostics avant travaux relatif à la présence d'amiante et de plomb.
  - Sans diagnostic de pollution des sols avant travaux.
  - Sans avoir été associé à la phase d'élaboration et de conception du projet.
- (Cf. Article R4532-4 et suivants du Code du Travail).

#### NOTA BENE :

- En cas de découverte d'amiante dans des ouvrages enterrés, ou en pleine terre, il conviendra de faire réaliser un diagnostic en cours d'opération et de prendre les dispositions réglementaires.
- En cas de découverte ou de suspicion de pollution des sols en cours de travaux, il convient de stopper les opérations et de se rapprocher du maître d'ouvrage et du CSPS avant la reprise.

Si un diagnostic avec présence avérée d'amiante est émis après diffusion du PGC, il appartient à chaque entreprise de prendre les mesures de précaution et d'appliquer le droit de retrait au besoin.

#### Il appartient à l'entreprise de désamiantage :

- D'estimer le niveau d'exposition au risque amiante en fonction de la nature des travaux à effectuer
- De choisir une méthode de travail qui permet d'abaisser le niveau de risque
- De mettre en œuvre les mesures préventives adaptées au niveau du risque déterminé

L'entreprise prendra connaissance du dossier technique amiante et du repérage amiante avant travaux et/ou démolition

Elle devra observer la réglementation en vigueur et les consignes générales de sécurité visant à réduire l'exposition aux poussières d'amiante.

Les opérations de retrait ou confinement ne pourront être réalisées que par des entreprises qualifiées, après envoi d'un plan de retrait ou de confinement aux organismes 30 jours avant le début des travaux.

En complément de ce plan de retrait, l'entreprise de désamiantage produira un PPSPS dans lequel seront

notamment décrits l'analyse des risques importés et exportés ainsi que les mesures prises en cas de rupture accidentelle de confinement (y compris intervention de secours en zone confinée).

L'entreprise devra respecter la réglementation en vigueur pour le traitement et l'évacuation de ses déchets.

Le stockage sur le chantier avant l'évacuation devra se faire dans un local ou un container fermé à clé avec signalétique adaptée.

### **Chaque diagnostique positif nécessitera la révision du PGC**

Le présent PGC est complété et adapté en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer aux différents types de travaux ou phases de travail. Ces modifications sont portées à la connaissance des entreprises :

- Par une actualisation du présent document lorsqu'il s'agit de modifications importantes,
- Par les observations ou notifications faites dans le registre journal de la coordination au fur et à mesure de l'avancement des travaux lorsque les adaptations sont mineures.

**Cette opération sera réalisée en tenant compte des dispositions du Code du Travail applicable aux opérations de Bâtiment et de Génie Civil, issus de la Loi N° 93-1418 du 31 Décembre 1993 (Modification du Code du Travail en Mai 2008).**

**En cas de contradiction entre le CCTP ou le CCAG de la maîtrise d'ouvrage et la prescription du PGC, la ou les articles de loi liés au sujet traité sont prioritaires dans l'ordre de préséance des documents soumis aux entreprises.**

# 1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

## 1.1. Présentation du projet

### 1.1.1. Objet de l'opération

Création d'un ensemble de logements en collectif.

### 1.1.2. Mode de consultation des entreprises

Mode de consultation des entreprises : Appel d'offres  
Mode de passation des marchés : lots séparés,  
Type de marchés : privés

Il n'est pas précisé dans les pièces écrites si la mission est régie par la NFP-03-001  
L'ordre de préséance des pièces écrites et graphiques n'est pas précisé.

### 1.1.3. Délai prévisionnel de chantier

Date prévisionnelle de début des travaux : 1 décembre 2025

Durée prévisionnelle de réalisation (mois) : 14

Phasage des travaux: Pas de phasage de travaux. L'opération prends fin à la livraison des ouvrages.

### 1.1.4. Démarche environnementale

#### Valorisation des déchets :

Dans un document soumis au visa du maître d'œuvre pendant la période de préparation, l'entrepreneur expose et s'engage sur :

- Le tri sur site des différents déchets de chantier et les méthodes qui sont employées pour ne pas mélanger les différents déchets,
- En cas de plate-forme de tri nécessitant un premier transport depuis le chantier, l'entrepreneur précise les méthodes et moyens employés ainsi que la localisation de l'installation,
- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels sont acheminés les différents déchets à évacuer, en fonction de leur typologie et en accord avec le centre de stockage ou de regroupement,
- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui sont mis en œuvre pendant les travaux,
- L'information du maître d'œuvre en phase travaux quant à la nature des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier,
- Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets,
- La mise en zone de dépôt autorisée des déblais inertes en provenance du chantier et non réutilisables sur le site.

#### De plus, les entreprises doivent pouvoir justifier du traitement des déchets conformément à la loi AGECE du 01/07/2021, ainsi, ils doivent pouvoir justifier :

- Des modalités de gestion et d'enlèvement de ces déchets et notamment l'effort de tri réalisé sur le chantier et la nature des déchets pour lesquels une collecte séparée est prévue
- Des lieux de collecte prévus pour le dépôt des déchets (déchèteries professionnelles, points de collecte...). Ces derniers devant être identifiés au moyen d'une adresse et d'une raison sociale.
- Des bordereaux de mise en déchetterie et de traitement des déchets.

Rappel : En cas de contradiction entre le CCTP de la maîtrise d'ouvrage et la prescription du PGC, la ou les articles de loi liés au sujet traité sont prioritaires dans l'ordre de préséance des documents soumis aux entreprises.

### 1.1.5. Prévision du nombre de lots

Nombre de lots (estimation) : 11 Lots selon détail fourni par le cabinet d'économistes Racine carrée répartis comme suit :

LOT N°1 : GROS OEUVRE  
 LOT N°2 : ETANCHEITE  
 LOT N°3 : METALLERIE  
 LOT N°4 : MENUISERIES EXTERIEURES - FERMETURES  
 LOT N°5 : CLOISONS SECHES – PLAFONDS - ISOLATION  
 LOT N°6 : MENUISERIES INTERIEURES  
 LOT N°7 : REVETEMENTS DE SOLS - FAIENCES  
 LOT N°8 : PEINTURE – NETTOYAGE GENERAL  
 LOT N°9 : CHAUFFAGE – VENTILATION – PLOMBERIE SANITAIRES  
 LOT N°10 : ELECTRICITE  
 LOT N°11 : TERRASSEMENT – VOIRIE – ESPACES VERTS

### 1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier

Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : Estimation CSPS à date de réalisation du PGC maximum 15 salariés simultanés.  
 En cours de réalisation, le présent article renvoie au registre journal tenu à jour.

## 1.2. Présentation des intervenants

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'ouvrage	MORBIHAN HABITAT	6, avenue Edgar Degas 56008 VANNES CEDEX	06 81 11 50 49 jc.azoulay@morbihan-habitat.fr	Jean-Christophe AZOULAY
Coordonnateur SPS	BUREAU VERITAS CONSTRUCTION	Espace tertiaire Porte Océane 3 - 2, rue de Suède BP 90404 56404 AURAY CEDEX	07 87 33 02 63 damien.dorange@bureauveritas.com	Damien DORANGE
Inspection du travail	DDETS MORBIHAN	3, rue Jean Le Coutaller 56100 LORIENT	ddets-direction@morbihan.gouv.fr	ACCUEIL
CARSAT	CARSAT BRETAGNE	236, rue de Châteaugiron 35030 RENNES CEDEX 9	drp.btp.carrieres@carsat-bretagne.fr	Accueil
OPPBTP	OPPBTP BRETAGNE	18-20, rue Bahon Rault 35000 RENNES	rennes@oppbtp.fr	ACCUEIL

Liste complète des entreprises en pièce jointe



## 2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

Ce paragraphe ne se substitue pas aux modalités pratiques de coopération qui sont jointes par le MO aux contrats de tous les intervenants.

### 2.1. Principe des séquences d'interventions

Les séquences permettent d'identifier les principaux risques ayant une influence sur le calendrier détaillé des travaux et l'organisation du travail des entreprises concernées pour définir les mesures de prévention à mettre en œuvre et de préparer les Inspections Communes.

Le chantier se décompose en séquences successives.

### 2.2. Inspections Communes

L'**Inspection Commune de la séquence** est réalisée au cours de cette réunion, avec l'analyse de la coactivité.

A cette réunion, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence doivent **OBLIGATOIREMENT** être présents afin de réaliser leur Inspection Commune.

Les Inspections Communes ne seront réalisées que lors de ces réunions.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

**Pour un sous-traitant qui ne serait pas encore désigné avant cette réunion :**

- **L'inspection Commune devra être programmée avec le CSPS en respectant un délai de prévenance incompressible de 8 jours ouvrés (art R.4532-62 du Code du Travail).**
- **L'inspection Commune sera faite en présence du titulaire du lot.**

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,
- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au présent PGC SPS à l'issue de la VIC.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleur indépendant, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

### 2.3. PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS. **Conformément à l'article L 4532-9, sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.**

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.

L'entreprise chargée du gros œuvre ou le lot principal et ceux ayant à exécuter des travaux à risques particuliers mettent à disposition leurs PPSPS aux autres entreprises sur le chantier.

### 2.3.1. Pénalités

L'intervention sur le chantier sans diffusion du PPSPS au Coordonnateur SPS entraînera l'application des pénalités prévues par le Maître d'ouvrage pour non remise de document.

L'expulsion immédiate de l'entreprise concernée pourra être demandée, si cette dernière ne respecte pas les règles élémentaires pour assurer la sécurité de son personnel, ne respecte pas les installations communes et le travail des autres entreprises.

S'il s'agit d'un sous-traitant, la pénalité sera appliquée à l'entreprise ayant sous-traité ses travaux et le sous-traitant sera expulsé

Article L4744-6 du Code du Travail :

*Le fait pour les travailleurs indépendants, ainsi que pour les employeurs lorsqu'ils exercent eux-mêmes une activité sur un chantier de bâtiment ou de génie civil, de ne pas mettre en œuvre les obligations qui leur incombent, des dispositions législatives et réglementaires du chapitre V du titre III du livre V de la présente partie, **est puni d'une amende de 4 500 euros.***

**Pour tout autre type de pénalités : Se conformer aux pièces écrites du marché.**

Se conformer aux pièces écrites du marché.

## 2.4. Sous-traitance

Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respectent la règle suivante :

- L'entreprise concernée adresse quatre semaines au préalable sa demande au maître d'œuvre qui la transmet au maître d'ouvrage.
- L'agrément est confirmé à l'entreprise par le maître d'ouvrage qui informe en copie le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS qui conduit la visite d'inspection commune.

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se voit interdire l'accès au chantier par le maître d'œuvre.

### 2.4.1. Déclaration des sous-traitants

L'entreprise a l'obligation de déclarer au maître d'ouvrage tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indique la nature précise des prestations sous-traitées.

Les coordonnées des sous traitants doivent être adressées par le maître d'ouvrage au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune.

Les entreprises qui ont l'intention de sous-traiter doivent s'assurer que les prestations de service ne sont en aucune façon des prêts de main-d'œuvre qui pourraient constituer un délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail).

### 2.4.2. Transmission du PGC

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC au dernier indice et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de

nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

### 2.4.3. Obligation du sous-traitant

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises.

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies par l'entreprise titulaire et notamment celles contenues dans son PPSPS et celles contenues dans le PGC ainsi que les dispositions arrêtées en inspection commune.

## 2.5. Intérimaires

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne l'accueil renforcé, la formation à la sécurité, la fourniture des équipements de protection individuelle et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

## 2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs sont accueillis par l'entreprise qui leur explique les règles de sécurité les concernant.

## 2.7. Travailleurs indépendants art L4535-1

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations réglementaires que toute autre société, y compris :

- l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité

## 2.8. Protections individuelles

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des protections individuelles adaptées.

## 2.9. Modalité d'accueil des salariés

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

### **Salariés étrangers :**

Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Etre en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,
- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité du chantier,
- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

Pour chaque salarié :

**D.U.E.** (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSSAF ou extrait du registre du personnel,

**Contrat d'intérim** si pas de DUE,

**Déclaration de détachement** pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Pour les ressortissants hors CE :

**Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail.**

## **2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers**

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.

### 3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE

du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS

#### Contraintes d'environnement de site

##### Présence d'amiante dans les existants

Sans objet

##### Présence de plomb dans les existants

Sans objet

#### 3.1. Accès au site et réseaux provisoires

##### - Accès provisoire phase chantier :

L'accès aux zones de travaux peut se faire depuis la rue Abbé Guyodo

Le ou les accès devront être définis par le maître d'œuvre d'exécution et sont reportés au PIC.

L'entreprise titulaire du Lot **TERRASSEMENT - VRD** se charge de l'aménagement et de l'empierrement de la voie d'accès au chantier en s'assurant d'une structure pérenne pour toute la durée de chantier.

L'entretien courant est réalisé par l'entreprise titulaire du Lot **TERRASSEMENT - VRD** et, en cours de chantier par l'entreprise titulaire du lot **GROS OEUVRE**

Les reprises de structure éventuelle sont à la charge de l'entreprise titulaire du Lot **TERRASSEMENT - VRD**.

##### - Réseaux existants :

Avant tout commencement des travaux dans le bâtiment existant, chaque entreprise doit recenser, dans l'emprise du chantier, les réseaux et canalisations situés dans les zones de travaux. Les travaux de dépose ne peuvent démarrer qu'une fois les installations électriques et des divers fluides neutralisés en coordination avec les services techniques de l'établissement.

Les électriciens doivent avoir toutes les qualifications requises pour les postes de travail qu'ils ont à tenir et notamment lors des tests et essais pratiqués avec le courant de chantier provisoire ou les mises en service définitives (décret du 14/11/1988).

##### - Réseaux provisoires :

##### - Eau potable :

L'entreprise titulaire du Lot **TERRASSEMENT - VRD** se charge des démarches auprès des concessionnaires pour l'alimentation du chantier.

Les branchements provisoires y compris le ou les compteurs jusqu'aux installations communes de chantier sont réalisés par l'entreprise titulaire du Lot **TERRASSEMENT - VRD**

Les branchements provisoires y compris le ou les compteurs jusqu'aux installations communes de chantier sont réalisés par l'entreprise titulaire du Lot **GROS OEUVRE**.

Les branchements provisoires pour alimenter le chantier en phase second oeuvre sont réalisés par l'entreprise titulaire du lot **PLOMBERIE**.

##### - Electricité :

L'entreprise titulaire du Lot **TERRASSEMENT - VRD** se charge des démarches auprès des concessionnaires pour l'alimentation du chantier.

Les branchements provisoires y compris le ou les compteurs jusqu'aux installations communes de chantier sont réalisés par l'entreprise titulaire du Lot **GROS OEUVRE**.

Les branchements provisoires pour alimenter le chantier en phase second oeuvre sont réalisés par

l'entreprise titulaire du lot **ELECTRICITE**.

- Matières usées :

L'entreprise titulaire du Lot **TERRASSEMENT - VRD** se charge des démarches auprès des concessionnaires pour l'évacuation EU du chantier.

Les branchements provisoires jusqu'aux installations communes de chantier sont réalisés par l'entreprise titulaire du Lot **TERRASSEMENT – VRD**.

Le raccordement des installations de base vie sont réalisés par l'entreprise titulaire du lot **GROS ŒUVRE**.

## 3.2. Emprise de chantier

### 3.2.1. Clôture et portail

Pendant la période de préparation, le **LOT GROS ŒUVRE** installe une clôture d'une hauteur de deux mètres minimums y compris portail(s) à deux vantaux fermant à clé (chaîne et cadenas à code) et portillon(s) fermant à clé afin de rendre le chantier clos et indépendant vis à vis des tiers pour la durée du chantier. Cette clôture doit être mise en œuvre avant toute intervention de terrassements généraux.

Les portails et portillons ouvrent à l'intérieur du chantier et ne peuvent débattre sur l'extérieur de l'emprise de l'opération.

Pour la durée du chantier, le **LOT GROS ŒUVRE** affiche visiblement et durablement sur chaque façade de la clôture les panonceaux « chantier interdit au public » et « port du casque obligatoire ».

Pour la durée du chantier, le **LOT GROS ŒUVRE** installe visiblement et durablement le panneau « sortie de chantier » pour chaque sens de circulation sur la voirie.

Le **LOT GROS ŒUVRE** réalise une inspection quotidienne de la clôture.

Le **LOT GROS ŒUVRE** adapte, entretient et maintient en bon état permanent la clôture et en assure la fermeture quotidienne jusqu'à la réception de l'opération.

Si pour des besoins de stationnement ou de stockage, une demande d'autorisation de voirie englobe les places de parking au droit de l'opération, la clôture de chantier prends alors place autour de ces dernières afin de les inclure dans le périmètre de l'opération.

### 3.2.2. Accès

#### Modalités ADMINISTRATIVES d'accès au chantier :

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- **OBTENIR préalablement l'AGREMENT** de la maîtrise d'ouvrage (démarche de l'entreprise titulaire pour son sous-traitant envisagé). Aucune inspection commune ne peut être menée avec une entreprise qui n'est pas agréée. Le délai légal est de faire la demande 21 jours avant intervention.

Dans le PGC, nous demandons 4 semaines afin d'obtenir une semaine supplémentaire pour organiser le rendez-vous.

- **OBLIGATION de participer à l'INSPECTION COMMUNE** conduite par le coordonnateur SPS.

L'entreprise titulaire organise le rendez-vous en convenant de celui-ci avec le coordonnateur 10 jours minimum avant la date de démarrage souhaitée. Les rendez-vous doivent être groupés (par séquence) en priorité lors des réunions de chantier.

Les demandes isolées de sous-traitants ne sont pas recevables et peuvent être refusées par le CSPS.

- **REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé**

**(PPSPS)**, approprié et conforme au PGCSPS dans un délai minimal de 5 jours ouvrés avant la date d'intervention planifiée. PPSPS PAR COURRIEL UNIQUEMENT.

Rappel Art. 4323-63 du code du travail :

*[...] Cette inspection commune est réalisée avant remise du plan particulier de sécurité et de protection de la santé [...]*

L'envoi anticipé des projets de PPSPS est autorisé mais reste soumis à harmonisation et à correction avant d'être considérés comme conforme.

Nous vous rappelons qu'aucune entreprise ne pourra débuter ses travaux avant d'avoir réalisé une inspection commune et transmis son PPSPS.

**Un PPSPS transmis au SPS ne suffit pas**

**Modalités PRATIQUES d'accès au chantier :**

Au niveau des accès du chantier, les entreprises ont l'obligation d'aménager, de maintenir et de favoriser en fonction des phasages définis par le Maître d'œuvre :

- La circulation et les accès des piétons.
- Les livraisons et approvisionnements.

Les circulations communes sont aménagées au fur et à mesure de l'avancement du chantier, en respectant les principes de sécurité et de protection des travailleurs, conformément au code du travail et en respectant les voies et empiétements des zones chantier prévues sur les propositions de plans d'installations de chantier (suivant phasage).

L'ensemble des circulations est entretenu et éclairé. La signalisation des circulations doit évoluer et suivre les modifications du tracé des voies et accès si nécessaire.

Les accès doivent toujours être libres et entretenus afin de permettre l'intervention des services de secours.

Les accès au chantier doivent pouvoir être condamnés en dehors des heures ouvrables

Le **LOT TERRASSEMENT - VRD** a à sa charge la stabilisation des abords des bâtiments par empierrement en surlargeur de deux mètres minimums. L'entretien de ces structures est à charge du **LOT GROS OEUVRE** en cours de chantier

Le **LOT GROS OEUVRE** est responsable de la fermeture du chantier en phase GO.

Dès son départ (phase second œuvre), un lot successeur soit être défini comme responsable de la fermeture de chantier.

Le maître d'ouvrage désigne 15 jours avant la fin du lot gros œuvre, l'entreprise en charge de la fermeture du chantier.

**RAPPEL : le chantier est interdit au public.**

Les personnes pouvant y accéder sont celles concernées par les travaux et à ce titre, autorisées par le maître d'ouvrage. Seront également autorisés à pénétrer sur le chantier, les prestataires de service, livreurs, contrôleurs, chauffeurs, formateurs, personnels chargés de la maintenance, commerciaux, etc., désignés par l'entreprise faisant appel à leurs services, à condition qu'ils soient accueillis ou accompagnés par un représentant de cette entreprise connaissant le chantier, dotés des protections individuelles nécessaires, et informés des risques et consignes de sécurité à respecter.

Personnes autorisées

Personnes autorisées par le Maître d'ouvrage à accéder au chantier, équipées des EPI adaptés :

- les personnes appartenant à la Maîtrise d'ouvrage désignées pour participer à l'opération
- les coordonnateurs SPS de l'opération titulaire et suppléant
- les salariés, y compris intérimaires, désignés par les entreprises titulaires d'un contrat les liant au Maître d'ouvrage
- les salariés, y compris intérimaires, désignés par les sous-traitants déclarés au maître d'ouvrage et agréés par lui
- les représentants des administrations et des organismes officiels de prévention : inspection du travail,

- DREAL, CARSAT (Ex. CRAM), CGSS, OPPBTP, médecins du travail des entreprises
- toutes autres personnes autorisées par le maître d'ouvrage dans le cadre de l'opération.
  - Les services de secours sans restriction

#### Conditions d'accès au chantier

L'accès se fait par la rue Abbé Guyolo

L'accès se fait avec port des EPI obligatoires y compris gilet de haute visibilité et chaussures de sécurité.

#### Chaque entreprise est responsable :

- De ses obligations en matière de protections individuelles et collectives (obligations prescrites dans le PGC, port du casque, des chaussures de sécurité, des gants et port des lunettes de sécurité etc....).
- Du respect des consignes de sécurité du site (présentation des risques particuliers, des conditions de circulations, des consignes de sécurité particulières applicables lors de l'exécution de certains travaux...).
- Des différents modes opératoires suivis des mesures de prévention qui ont été définies pour chaque tâche dans le PPSPS, ainsi que la conduite à tenir en cas d'accident.

#### Liste nominative des intervenants :

Chaque entreprise tient à jour la liste de ses salariés intervenant sur le chantier.

Tenir cette liste à disposition de l'Inspection du Travail et des représentants de la CARSAT.

#### Identification des entreprises :

Toute personne intervenant sur le chantier justifie de son appartenance à une entreprise déclarée et connue du Maître d'Ouvrage par biais de la carte BTP ; obligatoire pour les entreprises réalisant des travaux dans le domaine du bâtiment et des travaux publics depuis le 1er octobre 2017.

Toute personne intervenant sur site est identifiable par le port de vêtement de travail au nom de l'entreprise.

#### Recours au personnel intérimaire :

Les entreprises ayant recours au personnel intérimaire s'assurent :

- que les qualifications des personnes sont adaptées au travail à effectuer,
- que le certificat d'aptitude médical au poste de travail concerné a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires sont intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne la formation à la sécurité aux différentes techniques et différents matériels utilisés pour la réalisation de leurs tâches, la fourniture des E.P.I et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

#### Déclaration de sous-traitants :

Lors de la remise des offres et avant toute intervention sur le chantier, l'entreprise titulaire est tenue de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage. Les entreprises sous-traitantes devront être agréées par le Maître d'Ouvrage dans les conditions prévues à l'article 3 de la Loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975.

Elles doivent établir, au même titre que l'entreprise titulaire, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S) dans le délai réglementaire. L'entreprise et ses sous-traitants prendront rendez-vous avec le Coordonnateur SPS afin de réaliser une inspection commune du chantier, avant tout travaux ou intervention.

Le non-respect d'une de ces obligations réglementaires, en particulier la découverte sur le chantier d'entreprises sous-traitantes non identifiées dans le registre journal de la coordination, fait l'objet d'une information au Maître d'ouvrage qui prends les mesures nécessaires au respect des règles en vigueur.

### **3.2.3. Circulations**

#### Généralités :



Les zones de circulation menant aux bâtiments doivent être maintenues dégagées de tous déchets, matériaux et matériels. Chaque intervenant veille à respecter ce point.

### **Circulations horizontales en phase gros œuvre**

Le **LOT GROS OEUVRE** entretient chaque construction et pendant la totalité de son intervention assure le nettoyage des voiries intérieures et des places de stationnements du chantier comprises à l'intérieur des clôtures. Ce nettoyage comprend autant que de besoin le lavage et l'humidification des voiries et des places de stationnement pour notamment réduire les émissions de poussières.

Le **LOT GROS OEUVRE** installe et entretient un poste de nettoyage des bottes à l'entrée de la zone des locaux de vie.

Les accès à chaque construction ou chaque entrée du bâtiment sont aménagés en sécurité et entretenus quotidiennement par le **LOT GROS OEUVRE** pour permettre des accès propres pour les ouvriers jusqu'à son départ du chantier.

L'empierrement, le nivellement, le compactage et la stabilisation des terrains ou des pieds de façades pour permettre les accès, l'amenée des matériaux ou la mise en œuvre d'échafaudage ou la circulation de nacelles élévatrices dans de bonnes conditions de travail sont réalisés par le **LOT TERRASSEMENT - VRD** (empierrement en surlargeur de deux mètres minimum). L'entretien courant est à charge du **LOT GROS OEUVRE**, les reprises de structure sont à charge du **LOT TERRASSEMENT - VRD**

Le **LOT GROS OEUVRE** se charge de garantir un accès nivelé jusqu'aux nez de dalles afin de faciliter les livraisons des corps d'état secondaires

### **Circulations horizontales en phase second œuvre**

Le **LOT GROS OEUVRE** maintient les dispositions relatives aux circulations extérieures et périphériques

Le **LOT CLOISONS** installe le balisage total du chantier : Accès, directions, PRS.

L'ensemble des entreprises maintiennent les circulations libres de tout obstacle.

Les alimentations des tableaux électriques sont maintenues au sol par le **LOT ELECTRICITE** pour annuler tout risque de chute de plain-pied

Le lot **RVT DE SOLS** s'il prévoit une protection de ses ouvrages, déploie une protection de type mousse semi adhésive et la rends immobile afin de ne pas créer de plis et de risques de chutes de plain-pied.

Le nettoyage des parties courantes est réalisé par toutes les entreprises. En cas de défaillance, le maître d'œuvre d'exécution désigne une entreprise responsable, aux frais des entreprises sur site.

### **Circulations verticales**

La manutention de charges lourdes doit être anticipée et minimisée le plus possible.

Un protocole de livraison est détaillé par entreprise dans l'annexe DHOL du PGC remis en annexe du PPSPS.

Chaque escalier béton définitif est intégré à chaque bâtiment à l'avancement des travaux pour permettre de desservir l'étage supérieur. En cas d'impossibilité le lot **GROS OEUVRE** se charge de la mise en œuvre d'escaliers provisoires.

Echelles, échafaudages ou plates-formes de travail doivent être conformes à la réglementation en vigueur et notamment répondre aux exigences du décret n°2004-924 du 1er septembre 2004.

L'utilisation d'échelles, d'escabeaux et de marchepieds comme poste de travail est interdite (cf. article R4323-63 du code du travail) : Une échelle est un moyen d'accès et non un support de travail : les entreprises doivent prévoir pour les travaux en hauteur l'utilisation d'échafaudages ou de plate-forme individuelle de travail protégés. Lorsqu'une échelle est utilisée, elle doit être fixée ou maintenue de façon à ne pouvoir ni glisser du bas ni basculer. Cette échelle doit dépasser l'endroit où elle donne accès d'un mètre au moins, ou être prolongée par une main courante à l'arrivée.

L'utilisation de plateformes roulantes ultra mobile est privilégiée (type STEPPER ou DUARIB RS ou équivalent).

### 3.2.4. Signalisation

Dès l'accès au chantier, pour tous les locaux de vie et d'hygiène, le **LOT GROS OEUVRE** installe, entretient et maintient en bon état permanent, visiblement et durablement, en les adaptant, les panneaux conformes aux dispositions du code de la route ou affichages ou pictogrammes suivants :

- « chantier interdit au public »,
- « port du casque obligatoire »,
- « port des bottes ou chaussures de sécurité obligatoire »,
- Panneaux signalant le(s) passage(s) interdit(s).
- Directions, accès livraison, accès aux bâtiments, désignations des zones spécifiques
- PRS (Point Rassemblement secours)

L'ensemble de ces éléments sont reportés sur un plan spécifique ou sur le PIC et soumis à avis CSPS.

Chaque lot est responsable de la mise en œuvre des dispositifs de signalisation visant à interdire l'accès aux autres intervenants. Cela concerne notamment les travaux en élévation et les levages de charge (charpente, couverture, approvisionnements menuiseries extérieures...).

**NOTA BENE** concernant la signalisation sur voirie externe (notamment sortie de chantier, camions...), la signalisation routière précitée est répartie comme suit :

- phase terrassements et réseaux : à charge du LOT TERRASSEMENT - VRD
- Phase gros œuvre et jusqu'à la fin de chantier : LOT GROS OEUVRE

### 3.2.5. Stationnements

#### En phase préparation de chantier :

- Les entreprises fournissent au maître d'œuvre d'exécution leurs besoins respectifs en termes de stationnement d'engins, engins de levage (nacelles), véhicules chantiers, véhicules de personnels chantier.
- Le maître d'œuvre collecte et synthétise ces informations afin de les reporter ou les faire reporter sur le PIC en y ajoutant les sens de circulation obligatoire et au besoin, les moyens d'accès et de sortie du chantier sécurisé (homme guide au sol, feux de chantier.)

#### En phase réalisation :

Les règles suivantes sont appliquées durant toute la durée de l'opération :

- Les stationnements de véhicules de chantier et d'engins sont effectués dans l'emprise chantier.
- Aucun encombrement des voies publiques ne peut avoir lieu.
- Les véhicules personnel sont stationnés sur les emplacements disponibles de l'opération ou sur la voie publique en respectant le code de la route et les frais de stationnements s'ils sont applicables.
- Les autorisations d'utilisation du domaine public sont à la charge administrative et financières des entreprises demandeuses.

**L'ensemble de ces dispositions sont reportées sur le PIC.**

### 3.2.6. Stockage

#### En phase préparation de chantier :

- Les entreprises fournissent au maître d'œuvre d'exécution leurs besoins respectifs en termes de stockage sur place et sécurisé ou nécessitant des conditions de stockage particulières, stockage de produits dangereux, stockages à contenir en locaux ventilés, etc...
- Le maître d'œuvre collecte et synthétise ces informations afin de les reporter ou les faire reporter sur le PIC en y ajoutant les pictogrammes nécessaires que le lot GROS OEUVRE devra reporter dans sa signalisation

de chantier.

### **En phase réalisation :**

Les livraisons de matériaux et matériels se font par des véhicules avec des gabarits impérativement à adapter. Les livraisons se font suivant plan d'installation de chantier et pendant les horaires d'ouverture du chantier. Les stockages se font sur les zones prévues à cet effet pour chaque corps d'état.

Il est expressément demandé au **LOT GROS OEUVRE** de mettre à disposition de toutes les autres entreprises qui lui en feraient la demande, la grue pendant toute la durée de présence de celle-ci sur le chantier. Un protocole écrit sera établi avec les entreprises concernées. La grue doit rester suffisamment longtemps pour permettre l'approvisionnement de tout le second œuvre

Dans le mois précédent le départ de la grue, le maître d'œuvre d'exécution organise les dispositions nécessaires à la livraison depuis les espaces de stockage (recettage en échafaudage, mise en service anticipée des ascenseurs, etc... et mets le PIC à jour au regard des dispositions retenues.

Dans le cas de locaux ou d'ouvrages destinés à l'entreposage de matières ou de substances dangereuses, énoncer les mesures particulières à prendre sur le site en fonction des produits rencontrés (ventilation, extraction ...) dans les PPSPS des entreprises concernées.

Le stockage des matières dangereuses sera à préciser dans les PPSPS des entreprises utilisant ce type de produit

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées et utiliser les moyens adéquats afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Chaque entreprise est responsable de l'enlèvement de tous les excédents et déchets de matériaux mis en œuvre. Pour les produits dangereux elle prend toutes les dispositions nécessaires conformément à la réglementation.

Chaque entreprise est tenue de nettoyer son chantier et d'évacuer quotidiennement ses gravats et déchets vers les zones de stockages appropriées.

### **3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)**

#### **En complément des éléments mentionnés au 3.1 ACCES AU SITE ET RESEAUX PROVISOIRES, voici quelques précisions :**

##### **- Adduction d'eau potable (AEP) (réseau intérieur, y compris l'évacuation) :**

A partir des points de raccordement laissés par le **LOT GROS OEUVRE**, le **LOT PLOMBERIE** installe, pour chaque bâtiment, un point de puisage avec un robinet à nez fileté et un réceptacle. La distance maximale entre deux points de puisage ne peut excéder 40m.

L'écoulement sauvage des ruisselantes au droit du point d'eau provoquant un risque de glissade est interdit. Il convient de prévoir l'écoulement soit par récupération soit par drainage naturel avec concassé au droit des points d'arrivée d'eau du chantier.

##### **- Electricité (réseaux intérieur et extérieur, force et éclairage) :**

Les réseaux provisoires comprennent la fourniture des armoires et des réseaux de distribution de l'installation qui devront être conformes aux prescriptions des règlements en vigueur et notamment les articles R.4215-3 à R.4215-17 du code du travail et de la Norme NFC 15100.

A partir des points de raccordement laissés en attente par le **LOT GROS OEUVRE**, le **LOT ELECTRICITE** réalise l'installation électrique de chantier conformément à la réglementation en vigueur.

Cette installation comporte au minimum :

- A chaque niveau de chaque bâtiment, un coffret normalisé comportant quatre socles de prises de courant monophasés 10/16 A+T,

Aucun point de chaque pièce ou local ne doit être distant d'un coffret de plus de 25ml.

**L'éclairage des postes de travail spécifique incombe à chaque entreprise intervenante.**

Aucun point de chaque pièce ou local ne doit être distant d'un coffret de plus de 25ml.

Les installations provisoires d'éclairage extérieur sont, si besoin, réalisées et entretenues et maintenues en état de bon fonctionnement par le **LOT GROS OEUVRE**

Les installations provisoires d'éclairage intérieur sont, si besoin, réalisées et entretenues et maintenues en état de bon fonctionnement par le **LOT ELECTRICITE**.

**NOTA BENE** : le LOT TERRASSEMENT - VOIRIE - RESEAUX DIVERS gère directement ses propres installations de chantier et besoins en eau et électricité pour ses phases d'intervention.

### **3.2.8. Cantonnements et entretien**

#### **EN PHASE DE PREPARATION DE CHANTIER :**

- Les entreprises fournissent au maître d'œuvre d'exécution leurs besoins respectifs en termes d'effectif maximum sur chantier, de mixité ou autre élément relatif à la vie sur site.
- Le maître d'œuvre collecte et synthétise ces informations afin de les reporter ou les faire reporter sur le PIC en y ajoutant les pictogrammes nécessaires que le lot **GROS OEUVRE** devra reporter dans sa signalisation de chantier.

#### **AVANT OUVERTURE ET DEMARRAGE DE CHANTIER :**

Le LOT **GROS OEUVRE** fournit et installe les locaux de vie et d'hygiène (salle de réunion, sanitaires femmes et sanitaires hommes, vestiaires femmes et vestiaires hommes et réfectoires), y compris le branchement de toutes les énergies et fluides, pour l'ensemble des entreprises titulaires excepté le **LOT TERRASSEMENT - VOIRIE - RESEAUX DIVERS** qui doit ses propres installations de chantier et sanitaires pour ses phases de travaux.

#### **AU COURS ET DURANT TOUTE L'OPERATION :**

Toute opération doit disposer d'une zone de cantonnement pour accueillir les installations de vie collective et d'hygiène, qui seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier, Conformément aux articles R4534-139 et suivants.

Les cantonnements de chantier sont repérés sur le PIC et le balisage pour y accéder depuis l'entrée principale de l'opération est maintenu en état pendant toute la durée de l'opération.

#### **Installations communes de vie collective**

Les installations de vie collective seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier.

Les installations d'hygiène seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier. Ces locaux devront être opérationnels avant le démarrage des travaux.

Chaque intervenant à l'obligation au cours de la phase d'étude de son projet, de fournir à la maîtrise d'œuvre, l'ensemble de ses besoins en stockage longue durée (conteneurs) nécessitant une organisation générale du chantier à inscrire sur le PIC.

#### **Vestiaires**

Il est mis à la disposition des travailleurs, des locaux vestiaires SUR LE CHANTIER conformément à R4534-139 du Code du Travail.

Ces locaux devront être opérationnels avant le démarrage travaux et dimensionné par rapport à l'effectif de

pointe.

**Le non-respect de cette disposition réglementaire ou l'absence de vestiaire, interdit le change sur chantier et oblige l'ensemble des salariés à arriver en tenue de travail**

#### Réfectoire

Le réfectoire est dimensionné pour l'effectif de pointe. Il est équipé de tables et chaises en nombre suffisant. Un appareil permettant de réchauffer les aliments est prévu, ainsi qu'un garde-manger ou réfrigérateur.

Il est strictement interdit de manger dans la zone des travaux hors cantonnement.  
Toute boisson alcoolisée est interdite sur le chantier.

**Le non-respect de cette disposition réglementaire ou l'absence de réfectoire, interdit de facto tout repas sur chantier.**

#### Sanitaires

Il est mis à disposition des travailleurs des sanitaires alimentés et raccordés aux attentes prévues à cet effet. Le réassort des consommables est réalisé dès que nécessaire.  
Les sanitaires sont nettoyés quotidiennement.

#### Nettoyage des installations :

Il appartient à chaque entreprise :

- de laisser les installations d'hygiène dans un état de salubrité satisfaisant
- de respecter et faire respecter les règles d'hygiène élémentaires
- de veiller à la collecte et l'évacuation des déchets ménagers

En complément de l'utilisation respectueuse des entreprises, le maître d'œuvre désigne l'entreprise en charge de l'entretien de la base vie avec une périodicité quotidienne pour les sanitaires et bi-hebdomadaire pour les autres locaux.

La mission d'entretien et de nettoyage de la base vie peut être confiée à une autre entreprise en phase second œuvre. Le maître d'œuvre d'exécution désigne 4 semaines au préalable, l'entreprise qui assure cette mission et les moyens qui lui sont alloués.

Ces locaux de vie et d'hygiène sont réalisés suivant les prescriptions du code du travail.  
*Art R 4534-137 à 151*

En cas de contradiction entre le CCTP de la maîtrise d'ouvrage et la prescription du PGC, la ou les articles de loi liés au sujet traité sont prioritaires dans l'ordre de préséance des documents soumis aux entreprises.

### **3.3. Nettoyages (hors cantonnement)**

#### **La règle générale est la suivante :**

Chaque entreprise est responsable de la tenue et de la propreté de son chantier et assure donc quotidiennement le nettoyage de ses zones de travaux.

#### En complément, voici les règles usuelles sur chantier :

- La destruction par le feu sur le chantier est strictement interdite.
- Chaque entreprise se charge ainsi du tri obligatoire et de l'évacuation de ses déchets et de ses décombres vers les bennes de tri sélectif mises en œuvre par le LOT GROS OEUVRE (organisation et nombre de benne à affiner en phase préparation)
- Dans le cas d'implantation de bennes sur site, celles-ci doivent être remplacées avant tout débordement et munies de dispositifs prévenant l'envol des déchets
- Aucun encombrement ni risque pour la circulation des engins et du personnel ne doivent être constatés

- La maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre et/ou le coordonnateur SPS peuvent demander une intervention d'évacuation, aux frais des fautifs, voire du compte prorata, en cas de situation non gérée entraînant un chantier sale et encombré

**NOTA BENE** : cette organisation ne s'applique qu'à partir du démarrage des travaux de GROS OEUVRE. LE LOT TERRASSEMENT - VRD se charge, ainsi du tri obligatoire et de l'évacuation des déchets et des décombres par ses propres moyens lors de sa phase d'intervention.

#### Nettoyage des zones d'intervention :

Les dispositions prises ci-dessous ont pour but de maintenir le chantier en bon ordre et dans un état de salubrité satisfaisant.

#### Nettoyage des voies d'accès et de circulation de chantier :

Entretien et nettoyage des voiries du site pendant la durée des travaux (lors des phases d'évacuation ou d'approvisionnement de matériaux), compris balayage autant que nécessaire suivant les travaux pour la sécurité des usagers.

#### Mesures générales :

Chaque entreprise est responsable de ses déchets, de leur stockage et de leur évacuation vers le point déchetterie.

Le stockage de déchets et de décombres dans les bâtiments est strictement interdit.

Les déchets sont stockés hors des zones de circulation et de travail afin de faciliter les circulations et limiter les risques d'accident de plain-pied.

L'enlèvement des déchets, gravats, matériaux de démolition, emballages, etc., se fera aussi souvent que nécessaire, vers les décharges agréées.

En cas de manquement aux obligations en matière d'hygiène et de salubrité, une entreprise extérieure pourra être missionnée par le maître d'ouvrage aux frais de la ou des entreprises défaillantes sur demande du maître d'ouvrage, contractant général ou coordonnateur SPS.

#### Mesures particulières :

Chaque entreprise doit effectuer :

- En fin de journée, un nettoyage et un rangement des zones concernées par son intervention
- En fin de semaine, un nettoyage soigné et complet de l'ensemble des parties concernées par son intervention

**De plus, les entreprises doivent pouvoir justifier du traitement des déchets conformément à la loi AGECE du**

**01/07/2021, ainsi, ils doivent pouvoir justifier :**

- Des modalités de gestion et d'enlèvement de ces déchets et notamment l'effort de tri réalisé sur le chantier et la nature des déchets pour lesquels une collecte séparée est prévue
  - Des lieux de collecte prévus pour le dépôt des déchets (déchèteries professionnelles, points de collecte...).
- Ces derniers devant être identifiés au moyen d'une adresse et d'une raison sociale.
- Des bordereaux de mise en déchetterie et de traitement des déchets.

### **3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier**

Inexistant à la date de rédaction du PGCSPPS.

Le maître d'œuvre d'exécution réalise ou fait réaliser selon ses consignes le PIC qui regroupe l'ensemble des prescriptions de l'article 3.3.2 du PGC complété par la synthèse des besoins des entreprises qui sont fournis en phase de préparation.

### **3.3.2. Plan d'installation de chantier**

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise **GROS OEUVRE ou entreprise désignée par MOE** soumet à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise désignée par le maître d'œuvre soumet à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser à minima sur un plan coté et en couleur la localisation :

- des barrières définitives prévues par le Maître d'Ouvrage,
- des conduites enterrées et aériennes,
- des clôtures et protections temporaires,
- des parkings pour les véhicules de chantier,
- des installations destinées aux sanitaires, vestiaires et réfectoires,
- des installations de la salle de réunion et des différents bureaux,
- recettes (plans des façades),
- des zones dégagées et prévues pour recevoir les échafaudages ou la circulation de nacelles,
- de l'emplacement des zones de stationnement, personnel et entreprises,
- de l'emplacement des moyens de secours et d'appel,
- du point de rassemblement en cas d'évacuation générale du chantier,
- du point de rencontre pour accueil des services de secours,
- des zones de stockage et de préparation, y compris zones de rétention
- de l'emplacement des bennes à déchets,
- de l'emplacement de l'aire de rinçage des toupies, et nettoyage camion
- des accès provisoires au bâtiment,
- « de l'emplacement de la ou des grues » qu'elles soient fixes ou mobiles,
- « des zones d'interdiction de survol des charges et l'implantation possible de la grue avec les zones d'évolution de la flèche et de la contre flèche »,
- de l'emplacement de l'armoire générale électrique de chantier et des coffrets divisionnaires.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise **GROS OEUVRE ou entreprise désignée par MOE** y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

### 3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Clôture et portail	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	Toute la durée de l'opération
Accès	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	Toute la durée de l'opération
Circulations	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	Toute la durée de l'opération
Signalisation	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	Toute la durée de l'opération
Stationnement	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	Toute la durée de l'opération
Stockage	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	Toute la durée de l'opération
Réseaux provisoires de chantier	VRD / GROS OEUVRE / ELECTRICITE / PLOMBERIE selon dispositions de PGC	VRD / GROS OEUVRE / ELECTRICITE / PLOMBERIE selon dispositions de PGC	Toute la durée de l'opération
Coffret électrique général	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	Toute la durée de l'opération
Coffret divisionnaire et éclairage	ELECTRICITE	ELECTRICITE	Toute la durée de l'opération
Cantonnement	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	Toute la durée de l'opération
Infirmier de chantier	sans objet	sans objet	sans objet

<b>Poste</b>	<b>Réalisé par ?</b>	<b>Géré par ?</b>	<b>Echéance de fin</b>
Nettoyage hors cantonnement	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	Toute la durée de l'opération
PIC	GROS OEUVRE ou entreprise désignée par MOE	GROS OEUVRE ou entreprise désignée par MOE	Toute la durée de l'opération
Protections collectives	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	Toute la durée de l'opération
Accès hauteur communs	Entreprise désignée par MOE	Entreprise désignée par MOE	Toute la durée de l'opération
Déchets - Gravats	GROS OEUVRE ou chaque entreprise	GROS OEUVRE ou chaque entreprise	Toute la durée de l'opération



## 4. MESURES DE COORDINATION SPS

### 4.1. Définition des séquences d'interventions

Décomposition des interventions et remarques en termes de coactivités en concertation avec le maître d'œuvre.

Séquence(s)	calendrier hypothèse	Tâche(s) / lot(s)	Danger(s)	Essentiel(s) de la séquence
1 Période de préparation - Durée de l'opération	12 mois	TOUS CORPS D'ETAT (TCE)	Déplacement de plain-pied Travaux à point chaud Produits dangereux Travail en hauteur Contact électrique direct ou indirect Inhalation poussières Rupture, effondrement Multi danger Engins et matériels Produits dangereux Chute d'objets, éclats Chute d'objets, éclats Travail en hauteur Travail en hauteur	<p>DOCUMENTS A AVOIR IMPERATIVEMENT A DISPOSITION SUR SITE conformément à la réglementation en vigueur :</p> <p>Notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- retours des Déclarations d'Intention de Commencer les Travaux (DICT),</li> <li>- rapports sans observation(s) de vérifications des engins de chantier,</li> <li>- rapport sans observation(s) de la vérification initiale de l'installation électrique de chantier,</li> <li>- rapport(s) sans observation(s) des vérifications périodiques réglementaires (appareils de levage et installations électriques modifiées de chantier),</li> <li>- AIPR des personnels concernés,</li> <li>- autorisations de conduite des engins de chantier,</li> <li>- attestation de formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées à l'aide d'échafaudages,</li> <li>- tout document justificatif se rapportant à la qualification des personnels,</li> <li>- Fiches de Données de Sécurité (FDS) des produits utilisés.</li> </ul> <p>L'ensemble de l'installation électrique du chantier est réalisé suivant les prescriptions de la réglementation en vigueur. L'entretien et le maintien en état de bon fonctionnement de l'installation électrique du chantier ou la modification de celle-ci sont réalisés par le lot qui l'a réalisée.</p> <p>Concernant les vérifications périodiques réglementaires (grues et installations électriques), le lot</p>

				<p>concerné doit tenir à jour et sur site les rapports des vérifications précitées.</p> <p>Chaque entreprise concernée doit disposer d'un personnel formé pour le montage, le démontage ou la modification d'échafaudages. Tenir impérativement à disposition sur le chantier la copie de l'attestation de formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées à l'aide d'échafaudages.</p> <p>La règle de base est que les travaux superposés sont interdits tant à l'extérieur qu'à l'intérieur des ouvrages en aménagement. Le maître d'oeuvre s'assure donc que son phasage des travaux évite les superpositions et les juxtapositions directes des tâches.</p> <p>Ainsi, le calendrier détaillé des travaux élaboré par le maître d'oeuvre pendant la période de préparation doit montrer que toutes les dispositions sont prises pour interdire les travaux superposés ou juxtaposés sans protection efficace notamment :</p> <p>Barrières à mettre en place,          Planification des tâches,          Réservations de façades,          Réservations de surfaces.</p> <p>Pas travaux en superposition</p> <p>.</p> <p>.</p> <p>.</p> <p>.</p> <p>.</p>
--	--	--	--	---

## 4.2. Analyse de risques

**Séquence : 1 - Période de préparation - Durée de l'opération**

### TOUS CORPS D'ETAT (TCE)

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Déplacement de plain-pied	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Définition et séparation physique des accès de personnel et des accès des engins de chantier</li> <li>- Signalisation et balisage de ces zones différenciées</li> <li>- Rangement des postes de travail au fur et à mesure pour éviter tout risque de chute</li> <li>- Stockages à optimiser, privilégier un approvisionnement à l'avancement afin de ne pas encombrer les zones de circulation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Respect des voies de circulation définies et des balisages liés à ces dernières</li> <li>- Nettoyage régulier des circulations</li> </ul>
Travaux à point chaud	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Extincteur sur les zones de travaux par points chauds</li> <li>- Ecrans de protection pour éviter toute projection d'étincelles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Respect des zones balisées</li> <li>- Respect des consignes de sécurité données par l'entreprise</li> <li>- Si possible quitter la zone de danger.</li> </ul>
Produits dangereux	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Fiches de données de sécurité des produits utilisées à transmettre aux intervenants sur site</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Respect des mesures de protection définies dans les fiches de données de sécurité en cas de présence simultanée</li> </ul>
Travail en hauteur	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Toute intervention en hauteur ne peut être réalisé qu'après mise en sécurité collective de la zone à traiter. A charge de l'entreprise créant la structure</li> <li>- Utilisation d'équipements sécurisés type PIRL ou échafaudage ou nacelle pour les interventions en hauteur</li> <li>- les échafaudages doivent être conformes aux notices de montage des constructeurs et utilisés par du personnel formé</li> <li>- concernant les nacelles, se reporter à la rubrique "engins et matériels"</li> <li>- La prévention des chutes de hauteur à partir d'un plan de travail est assurée : <ul style="list-style-type: none"> <li>1° Soit par des garde-corps intégrés ou fixés de manière sûre, rigides et d'une résistance appropriée, placés à une hauteur comprise entre un mètre et 1,10 m et comportant au moins : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Une plinthe de butée de 10 à 15 cm, en fonction de la hauteur retenue pour les garde-corps ;</li> <li>b) Une main courante ;</li> <li>c) Une lisse intermédiaire à mi-hauteur ;</li> </ul> </li> <li>2° Soit par tout autre moyen assurant une sécurité équivalente.</li> </ul> </li> <li>- Les postes de travail pour la réalisation de travaux en hauteur sont accessibles en toute sécurité. Le moyen d'accès le plus approprié</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Respect impératif des balisages installés par les autres intervenants</li> <li>- Pas de circulation à proximité des engins en mouvement</li> <li>- Port de vêtements Haute Visibilité pour les cheminements sur site</li> </ul>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	à ces postes est choisi en tenant compte de la fréquence de circulation, de la hauteur à atteindre et de la durée d'utilisation. Ce moyen garantit l'accès dans des conditions adaptées du point de vue ergonomique et permet de porter rapidement secours à toute personne en difficulté et d'assurer l'évacuation en cas de danger imminent. La circulation en hauteur doit pouvoir s'effectuer en sécurité. Le passage, dans un sens ou dans l'autre, entre un moyen d'accès et des plates-formes, planchers ou passerelles ne doit pas créer de risques de chute.	
Contact électrique direct ou indirect	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Intervention par du personnel habilité électriquement uniquement</li> <li>- intervention hors tension à privilégier</li> <li>- Port des EPI spécifiques "ELECTRICIEN"</li> <li>- Balisage des zones de travaux</li> <li>- Etablir une attestation de consignation électrique et le transmettre aux autres intervenants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Intervention sur dispositifs électriques uniquement par personnel formé et habilité</li> <li>- Respect des zones balisées par l'entreprise</li> <li>- Respect des consignes de sécurité données par l'entreprise.</li> </ul>
Inhalation poussières	Aspiration à la source, arrosage ou brumisation par le lot concerné pour limiter la dispersion des poussières, Isolements étanches à l'eau, à l'air et aux poussières avec l'environnement.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Respect des zones balisées</li> <li>- Respect des consignes de sécurité données par l'entreprise</li> <li>- Si possible quitter la zone de danger.</li> </ul>
Rupture, effondrement	Zones fermées par le lot concerné pour éviter toute intrusion de tiers. Cf. également le rapport de l'étude de sol joint au dossier de consultation des entreprises (DCE) par le Maître d'oeuvre.	Supprimer toute co-activité dans les zones à démolir. Attendre que les démolitions et les évacuations des gravats soient terminées.
Multi danger	<p>Pour mettre en place une démarche de prévention, il est nécessaire de s'appuyer sur les neuf grands principes généraux (L.4121-2 du Code du travail) qui régissent l'organisation de la prévention, et notamment :</p> <p>4° Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;</p> <p>9° Donner les instructions appropriées aux travailleurs.</p> <p>A transmettre le PPSPS conforme au PGC, et y joindre le Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité (modèle de DHOL en annexe du PGC),</p>	Application du droit de retrait en cas de danger ou de suspicion de danger.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	et y joindre tout document justificatif se rapportant à la qualification des personnels.	
Engins et matériels	Organisation et plan de montage des grues Interdiction d'accès dans la zone de montage	- Respect des zones balisées - Respect des consignes de sécurité données par l'entreprise
Produits dangereux	En cas d'emploi de produits solvantés, respecter les mesures de sécurité élémentaires. Veillez à ce que les sources d'énergies (étincelles, flammes, appareils se déclenchant automatiquement) soit neutralisées.  Mise en place de signalétique de sécurité signalant la mise en œuvre de produits à base de solvant.	- Respect des zones balisées - Respect des consignes de sécurité données par l'entreprise .
Chute d'objets, éclats	Carottages :  Balisage de zone des deux cotés du carottage Assurer la sécurité à l'arrière ou sous la zone de carottage en rapport avec projections, éclats, rebond, ou autre incidence lors de la chute de la carotte. Présence d'un homme de vigilance à l'arrière	- Respect des zones balisées - Respect des consignes de sécurité données par l'entreprise .
Chute d'objets, éclats	Interdiction de jeter les déchets dans les cages d'ascenseur .	- Respect des zones balisées - Respect des consignes de sécurité données par l'entreprise .
Travail en hauteur	Chute dans les trémies :  Maintenir en place les protections collectives Protection toute hauteur avec plinthe anti chute d'objet.	- Respect des zones balisées - Respect des consignes de sécurité données par l'entreprise - Pas de dépose des protections collectives
Travail en hauteur	Maintenir les échafaudages en conformité lors des approvisionnements et des différentes phases de travail.	- Respect des zones balisées - Respect des consignes de sécurité données par l'entreprise - Accès réservé aux entreprise ayant signé la convention d'utilisation. .

## 4.3. Co-activités et protections collectives

### 4.3.1. Organisation de la sécurité collective

**Les grands principes qui régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier sont :**

- Chaque individu est responsable de sa propre sécurité en premier lieu.
- Chaque entreprise est responsable de la sécurité de ses salariés,
- La coordination indispensable des interventions des différentes entreprises, réclame que l'entreprise de GROS OEUVRE soit chargée de la fourniture, de la mise en place des protections collectives des ouvrages

béton classiques, notamment pour les rives de planchers, trémies, escaliers, ouvertures en façades, Jusqu'à l'achèvement des travaux, cette coordination doit également éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail. Dans le cas d'un retrait ponctuel (pour approvisionnement notamment), des dispositions de protection antichute transitoires sont à prendre par l'entreprise intervenante. Une remise en place des protections, à l'identique, est à prévoir par l'entreprise les ayant déposées, dès la fin d'intervention.

#### **Autres sujets à prendre en compte :**

#### **DECOUVERTE D'ENGIN DE GUERRE**

Lors des terrassements, fouilles, excavations ou autres travaux ne pleine terre, si un engin de guerre est découvert ou repéré, l'Entreprise devra :

- suspendre le travail dans le voisinage et y interdire toute circulation au moyen de clôture, panneaux de signalisation, etc. ;
- informer immédiatement le Maître d'Œuvre ainsi que l'autorité chargée de faire procéder à l'enlèvement des engins non explosés ;
- ne reprendre les travaux qu'après en avoir reçu l'autorisation ;
- en cas d'explosion fortuite d'un engin de guerre, l'Entreprise devra en avvertir immédiatement le Maître d'Œuvre et prendre les mesures définies au présent article.

#### **CONCERTATION EN PHASE DE PREPARATION**

-Une mise au point, idéalement en phase préparation, est réalisée par le LOT GROS OEUVRE en coordination avec les entreprises des LOTS ETANCHEITE, MENUISERIES EXTERIEURES, SERRURERIE (et avant leurs interventions) afin rendre compatibles les diverses interventions entre elles (pas de déplacement des garde-corps lors des travaux de pose des menuiseries extérieures par exemple, décalage des protections ...) le coordonnateur SPS est convié à cette réunion.

**NOTA BENE :** le LOT ETANCHEITE se coordonne avec le lot GROS OEUVRE pour assurer la continuité des protections collectives en toitures. Le LOT TERRASSEMENT - VOIRIE - RESEAUX DIVERS gère ses propres protections collectives pour ses phases de travaux. Ces dernières doivent restées en place jusqu'à la fin de toutes les interventions de tous les corps d'état sur les zones considérées.

#### **4.3.2. Déplacement de protection collective**

Au cas où une tâche nécessite le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) doit présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective doivent être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois les protections définitives mises en place.

#### **4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise**

En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise Le Lot GROS OEUVRE est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise Le Lot GROS OEUVRE qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Œuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

#### 4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles

Les travaux doivent s'effectuer dans des locaux ventilés.

Pour les travaux dans les sous-sols, de soudure et/ou dégageant de la poussière, une ventilation mécanique doit être mise en place.

Le choix des modes opératoires et des produits mis en œuvre doit être tel qu'il n'entraîne pas de nuisances telles que : bruits, vibrations, poussières gazeuses toxiques, etc . . .

En cas d'impossibilité, il est nécessaire d'employer des matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti-vibratiles . . . ).

Ce paragraphe est complété dans le PPSPS de l'entreprise. Pour un produit de même technicité existant dans le commerce, l'entreprise a pour obligation d'utiliser celui présentant le moindre risque pour la santé des travailleurs.

### 4.4. Equipement de levage

Mise en place de grues : voir détail dans l'annexe « Mise en place de grues »

#### 4.4.1. Autorisation de survol

L'entreprise a à sa charge l'obtention des autorisations auprès de la mairie et des éventuels riverains concernés.

En aucun cas, les charges transportées ne doivent survoler les zones occupées ni les constructions et lieux publics avoisinants.

Les zones énoncées ci-dessus ne doivent en aucun cas être survolées par une charge en cours de manutention. Des systèmes de limitation mécanique de zone sont mis en place sur les engins de levage, notamment pour les grues à tour si présentes sur le chantier. Un système d'interférence doit être mis en place pour les différentes grues du chantier. En cas de présence d'autres grues sur le site, le dernier arrivé (créant le risque de télescopage de grue) a à sa charge la mise en place d'un système d'interférence.

Le Plan d'Installation de Chantier matérialise les zones d'interdiction de survol des charges et l'implantation possible de la (les) grues avec les zones d'évolution de la (les) flèche(s) et de la (des) contre flèche.

L'entreprise doit mettre à disposition sur le chantier la documentation relative au type de dispositif mis en place, concernant la délimitation de rotation de la flèche, en fonction des différentes positions du chariot.

#### 4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les entreprises définissent, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner (préciser le type, le nombre et l'implantation).

### 4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site

#### 4.5.1. Approvisionnements et stockage

A partir du plan d'installation de chantier, les approvisionnements sont définis et organisés en accord avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

L'ensemble est porté à la connaissance du coordonnateur SPS et évoqué lors des inspections communes.

#### 4.5.2. Travaux superposés

Les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la maîtrise d'œuvre dans sa planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

#### **4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux**

Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier doit être le plus limité possible. Les zones d'entreposage respectent les conditions de stockage prévues par le fabricant ou la réglementation. L'entrepreneur mentionne dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joint les fiches de données de sécurité des fabricants.

En cas de fractionnement, l'étiquetage est reproduit sur les nouveaux emballages.

La délimitation, l'aménagement et les dispositions particulières pour le stockage des matières dangereuses sont définies par l'entrepreneur après concertation avec "l'exploitant, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS" ou sont imposées par ces derniers.

Les locaux de stockage des produits dangereux sont reportés au PIC et l'affichage est assuré par l'entreprise **GROS ŒUVRE**

#### **4.5.4. Protection contre le bruit**

L'entrepreneur est tenu de réduire le bruit à la source et au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises doivent retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, prévoir d'autres solutions d'insonorisation, notamment :

- encoffrement de la source,
- suspension anti-vibratile,
- éloignement des machines,
- protection individuelle.

#### **4.5.5. Protection contre l'incendie**

Tout feu est rigoureusement interdit sur le chantier.

Installation d'extincteurs adaptés aux postes de travail par point chaud.

Arrêt des travaux par point chaud deux heures avant de quitter le chantier.

Les entreprises utilisant des produits inflammables, doivent préalablement, en informer le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS.

Les salariés doivent connaître le maniement des extincteurs.

#### **4.5.6. Travaux en hauteur**

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux sont effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de P.E.M.P. (nacelle élévatrice, plate-forme sur mâts...) ou d'échafaudage de pied. Ce matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

En tout état de cause, ces matériels doivent être installés ou évoluer sur des surfaces stables.

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.

L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention est obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection peut être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre, l'entreprise devra préalablement à toute intervention, justifier par écrit dans son mode opératoire (ou additif au PPSPS) de cette impossibilité de recourir aux Equipement de protections collectives.



#### 4.5.7. Echafaudage, tour escalier

Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées. Un PV de réception est laissé sur le site.

L'entreprise doit, quotidiennement, réaliser ou faire réaliser un examen de l'état de conservation en vue de s'assurer que l'échafaudage n'a pas subi de dégradation perceptible pouvant créer des dangers.

Lorsque des mesures s'imposent pour remédier à ces dégradations, elles sont consignées sur le registre prévu à cet effet.

L'entreprise doit faire un examen approfondi de l'état de conservation de son échafaudage tous les 3 mois au maximum.

Sur le chantier, la notice du fabricant doit être disponible dans le registre de sécurité.

L'entreprise qui installe un échafaudage, de pied et/ou roulant doit :

- Apposer sur l'équipement en cours de montage, de modification, de dépose un PANNEAU ROUGE << ACCES INTERDIT >>

- Apposer sur celui-ci un panneau VERT << ACCES AUTORISE >> après vérification de conformité par la personne compétente et habilitée,

- Apposer en permanence un PANNEAU indiquant : LE NOM DE L'ENTREPRISE UTILISATRICE et SON NUMERO DE TELEPHONE.

Nota : Ces panneaux doivent pouvoir résister aux intempéries et être solidement fixés et lisibles.

Si mutualisation : convention d'utilisation obligatoire.

#### 4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

Le personnel de conduite doit être autorisé.

Les engins doivent être à jour des contrôles réglementaires.

Les manœuvres doivent être guidées par du personnel muni de vêtements haute visibilité.

Les zones d'évolution doivent être clôturées et/ou balisées.

Les conducteurs d'engins ont sur eux ou à disposition sur chantier leurs autorisations de conduite et CACES.

### 4.6. Moyens communs

#### 4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur

Mutualisation des équipements de travail et d'accès en hauteur (METAH) pour maîtriser les risques liés aux chutes de hauteur : voir détail dans l'annexe « METAH »

#### 4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier

Voir détail dans l'annexe « MESA »

#### 4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels

Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre (SCALP) pour maîtriser les risques liés aux chutes de plain-pied et réduire les manutentions manuelles : voir détail dans l'annexe « SCALP »

#### 4.6.4. Protection des accès – Auvents

Des auvents assurant une protection efficace (en fonction du poids des objets susceptibles de tomber) doivent être installés par l'entreprise à l'aplomb des accès du bâtiment.

L'entreprise en charge de l'échafaudage, en accord avec le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre, a à sa charge la fourniture, la mise en place et la maintenance de cette protection.

### 4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets

#### La règle générale est la suivante :

Chaque entreprise est responsable de la tenue et de la propreté de son chantier et assure donc quotidiennement le nettoyage de ses zones de travaux.

La destruction par le feu sur le chantier est strictement interdite.

Chaque entreprise se charge ainsi du tri obligatoire et de l'évacuation de ses déchets et de ses décombres vers les bennes de tri sélectif mises en œuvre par le LOT GROS OEUVRE (organisation et nombre de benne à affiner en phase préparation)

**Les entreprises doivent pouvoir justifier du traitement des déchets conformément à la loi AGEC du 01/07/2021, notamment :**

- Les modalités de gestion et d'enlèvement de ces déchets et notamment l'effort de tri réalisé sur le chantier et la nature des déchets pour lesquels une collecte séparée est prévue
- Les lieux de collecte prévus pour le dépôt des déchets (déchèteries professionnelles, points de collecte...). Ces derniers devant être identifiés au moyen d'une adresse et d'une raison sociale.
- Les entreprises doivent pouvoir produire les bordereaux de mise en déchetterie et de traitement des déchets.

Dans le cas d'implantation de bennes sur site, celles-ci doivent être remplacées avant tout débordement et munies de dispositifs prévenant l'envol des déchets

Aucun encombrement ni risque pour la circulation des engins et du personnel ne doivent être constatés

La maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre et/ou le coordonnateur SPS peuvent demander une intervention d'évacuation, aux frais des fautifs, voire du compte prorata, en cas de situation non gérée entraînant un chantier sale et encombré

**NOTA BENE :** cette organisation ne s'applique qu'à partir du démarrage des travaux de GROS OEUVRE. LE LOT TERRASSEMENT - VRD se charge, ainsi du tri obligatoire et de l'évacuation des déchets et des décombres par ses propres moyens lors de sa phase d'intervention.

## 5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

### 5.1. Stockages sur le chantier

Les entreprises doivent informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

### 5.2. Nettoyage

#### Agent de propreté

Chaque entreprise désigne un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail de son entreprise
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- De provoquer les nettoyages

#### Nettoyage du chantier :

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

### 5.3. Enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

#### 5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires

Cet article renvoie au chapitre 4.7 du PGC

### **5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés**

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Les déchets réputés dangereux doivent être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et si nécessaire des autorités compétentes

### **5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise**

Sur simple constat le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre sans mise en demeure préalable peut faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont imputés aux entreprises défaillantes.

## 6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

### Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

#### 6.1. Déclarations particulières

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement
- D.I.C.T -
  - DICT à établir par le LOT TERRASSEMENT - VRD, le LOT GROS OEUVRE et le LOT ESPACES VERTS avant leurs interventions respectives.
  - Les retours de DICT sont à mettre à disposition de tous les intervenants et sont conservés sur chantier.
  - NOTA BENE : Toutes les entreprises prennent connaissance des DICT ou font la demande à la maîtrise d'œuvre d'exécution.

Faute de retour, une DICT est à demander à nouveau par l'entreprise intervenant.

- Demandes d'arrêtés - Demande d'ARRETES DE CIRCULATION ET OU D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC : à établir auprès de la mairie de CAUDAN pour les phases d'occupation de ce dernier notamment lors de la création des accès définitifs ou provisoires au chantier, du montage de grue ...

La gestion des demandes d'arrêtés est répartie comme suit :

- phase terrassements et réseaux : à charge du **LOT TERRASSEMENT - VRD**
- Phase gros œuvre : **LOT GROS OEUVRE** pour les occupations générales liées à l'organisation du chantier, à charge de chaque intervenant pour les besoins particuliers ponctuels
- Durée de l'opération : chaque entreprise ayant un besoin d'occupation du domaine public.
- Autorisations concessionnaires - La réglementation sur la prévention du risque d'endommagement des réseaux inscrite dans le Code de l'environnement a rendu obligatoire, à partir du 1er janvier 2018, pour un certain nombre d'acteurs, l'Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux (AIPR). La délivrance de l'AIPR est faite par l'employeur.

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

Les entreprises (notamment : Terrassement-VRD, espaces verts, gros œuvre ...) établissent les déclarations d'intention de commencer les travaux (DICT) auprès des exploitants ou des concessionnaires concernés. Ces DICT accompagnées des réponses des exploitants ou des concessionnaires concernés sont présentées à la maîtrise d'œuvre.

Les travaux ne peuvent commencer sur ordre de la maîtrise d'œuvre que lorsque les recommandations, les mesures de prévention ou de sécurité ou les moyens de protection mentionnés dans les réponses aux DICT sont effectivement mis en œuvre, éventuellement en concertation avec les exploitants ou les concessionnaires concernés.

#### 6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération

Le voisinage de l'opération est constitué de résidents particuliers et d'une résidence pour personnes âgées.

L'opération n'interfère en aucun cas avec les usages concernant :

- Les voiries accès

- Les stationnements privés
- Les contraintes et nuisances de poussières
- Le chantier doit être constamment clos et indépendant
- Les entreprises tiennent compte de cet environnement et s'assurer de limiter les nuisances sonores au maximum. Concernant ces dernières, les entreprises utilisent du matériel dont le niveau sonore est conforme à la réglementation en vigueur, notamment au décret n° 88-525 du 5 mai 1988.
- Les entreprises respectent la réglementation concernant la circulation. La circulation des engins et véhicules doit se faire au pas.
- Les entrées et sorties de chantier doivent être effectuées à l'aide d'un chef de manœuvre. Elles doivent impérativement être guidées par du personnel muni de vêtement haute visibilité.
- Aucune emprise ni stationnement de véhicules ne doivent être réalisés sans obtention d'une autorisation d'occupation préalable, à obtenir auprès de la Mairie de CAUDAN, le cas échéant.
- Les entreprises mettent en œuvre toute la protection nécessaire vis-à-vis des tiers et des constructions mitoyennes.
- Aucun stockage n'est autorisé en dehors de l'emprise du chantier.
- Les piétons sont déviés et des signalisations doivent être mises en place des deux côtés des entrées du chantier.

Le CSPS se réserve le droit de faire stopper les travaux si l'opération interfère avec l'exploitation ou le public, créant un risque majeur vis à vis des tiers.

L'arrêt des travaux sera maintenu jusqu'au retour à une situation réglementaire.

**Les arrêts de chantier et les entreprises responsables seront inscrits et désignés au registre journal de l'opération.**

### 6.3. Risques par rapport à un chantier voisin

- Pas de projet connu à proximité à date de rédaction du PGC.
- Le Maître d'ouvrage se tient informé de la naissance d'un projet en cours d'opération.
- Dès prise de connaissance d'un projet, le maître d'ouvrage met en relation les CSPS des deux opérations afin de coordonner les mesures nécessaires et les actions à mener.
- Une révision du PGC peut intervenir après concertation.

### 6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure

sans objet, pas d'intervention de tiers hors entreprise désignée pour l'opération.

### 6.5. Prévention incendie et explosion, Permis de feu

**La gestion des permis feu ne fait pas parti de la mission CSPS.**

Pour simple rappel :

La prévention de l'incendie et explosion passe par la gestion des travaux par points chauds qui regroupent :

- Les opérations de retrait de matières ou de désassemblage d'équipements par découpage, meulage ou ébarbage
- Les opérations d'assemblage par soudures par exemple ou de mise en place ou retrait d'étanchéité en matériaux inflammables.

De manière générale, ceci comprend tous les travaux pouvant produire des étincelles ou pouvant engendrer des surfaces chaudes qui sont susceptibles d'engendrer des incendies par induction.

Les machines portatives tournantes (disqueuses, tronçonneuses, perceuses...) sont aussi concernées par les mesures de prévention.

La rédaction du permis de feu est obligatoire pour tous travaux par points chauds, que ces opérations soient réalisées par l'entreprise elle-même ou par une entreprise extérieure. Cette démarche s'intègre dans les procédures existantes (autorisation de travaux, plan de prévention, plan particulier sécurité protection de la

santé (PPSPS)...) et fait partie intégrante des mesures de prévention issues de l'évaluation des risques de l'entreprise (document unique).

Le permis de feu doit être formalisé et expliqué. Chaque intervenant doit connaître les risques et les moyens à mettre en œuvre pour les diminuer et s'engage à respecter les règles de l'intervention.

**Nous demandons aux entreprises de se rapprocher du maitre d'ouvrage pour connaître les dispositions à prendre relatives aux permis feu.**

## **6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages**

Pour toute intervention sur des ouvrages en exploitation celles-ci sont régies sous plan de prévention.

## **6.7. Cas particulier**

Sans objet

## 7. ORGANISATION DES SECOURS

### L'organisation des secours respecte les consignes suivantes :

- La langue d'usage du chantier est le Français.
- Chaque entreprise s'assure que les consignes de sécurité du chantier sont comprises par ses salariés.
- Au minimum 1 personne par équipe parle et comprends le Français afin de transcrire les consignes notamment en cas d'évacuation du chantier
- Le ou les PRS (Point Rassemblement Secours) est connu de tous. Il (ils) est (sont) reporté(s) sur le PIC

### En cas d'accident avec un blessé :

- Contacter un SST présent, appeler les secours (fiche "appel en cas d'urgence chantier" OPPBTP)
- Organiser l'accueil des secours par des hommes guides équipés de vêtements haute visibilité, depuis le lieu de l'accident, un homme à chaque intersection jusqu'à la voie publique. Le guidage des secours se fait à l'oral ou avec des indications de directions menées avec les bras en position fixe.

### En cas d'évacuation de chantier :

- Lors de la passation de consigne, évacuer immédiatement laissant tout matériel, outillage sur site.
- Evacuer sans précipitation pour éviter les risques de chutes et de bousculade.

### En cas de fuite de gaz :

- L'alerte est donné par la consigne orale "GAZ, GAZ..."
- Arrêt immédiat de toute utilisation de matériel portatif ou filaire.
- Evacuation immédiate du site dans le calme
- Interdiction d'actionner les interrupteurs, prises, coffrets, disjoncteurs quels qu'ils soient.
- Les cigarettes sont éteintes, il est interdit de fumer.
- Rassemblement au PRS puis hors zone
- Interdiction de démarrer tout véhicule terrestre motorisé.
- Les entreprises qualifiées ou services de secours donnent les consignes spécifiques.

### 7.1. Téléphone de secours

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un téléphone de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous**.

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé)**. L'emplacement de la personne en disposant doit être connu de tous les ouvriers concernés.

### 7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier (avec un minimum de un), quelle que soit l'entreprise, doit être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins de 2 ans et ont obligatoirement, à l'arrière de leurs casques, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, est affichée près du téléphone défini ci-dessus.

Il en est de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier.

### 7.3. Travail isolé

Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'un travailleur isolé puisse signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.

### 7.4. Procédure d'organisation des secours



L'article renvoie au chapitre 7 du PGC et aux dispositions prises dans les PPSPS tenus à jour dans le registre journal.

## **7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident**

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents ou incidents sont signalés au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

## **7.6. Point de rencontre secours**

La matérialisation d'un point de rencontre secours au niveau de l'entrée du site est répartie comme suit :

- Phase terrassements et réseaux : à charge du LOT TERRASSEMENT - VRD
- Phase gros œuvre et jusqu'à la fin de chantier : LOT GROS OEUVRE

**A reporter sur le plan d'installation de chantier également.**

## 7.7. Modèle de fiche de secours

### **EN CAS D'ACCIDENT**

**Appelez les Pompiers**



et dites :

#### **1. ICI CHANTIER : BSH - CAUDAN : Résidence LE BELVEDERE ILOT 1**

Adresse : Quartier du Belvédère 56850 CAUDAN

#### **2. PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :**

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

#### **3. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT**

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

#### **4. FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.**

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

La matérialisation d'un point de rencontre secours au niveau de l'entrée du site est répartie comme suit :

- Phase terrassements et réseaux : à charge du LOT TERRASSEMENT - VRD
- Phase gros œuvre et jusqu'à la fin de chantier : LOT GROS OEUVRE

**A reporter sur le plan d'installation de chantier également.**

## **NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER**

## **ANNEXES AU P.G.C.**

### **Liste des pièces jointes au P.G.C.**

- DHOL 1
- Annexe\_Mise\_en\_place\_de\_grues
- Annexe\_METAH
- Annexe\_MESA
- Annexe\_SCALP